

Gouvernance & Financement du secteur de l'eau en Méditerranée

Brève synthèse de la conférence de lancement du projet

Approuvé en juillet 2012 par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée, le projet *Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* est conjointement mené par le Global Water Partnership-Méditerranée (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Le projet vise à identifier les principaux défis liés à la gouvernance pour la mobilisation du financement dans le secteur de l'eau en Méditerranée, à travers les partenariats public-privé (PPP) et à appuyer le développement de plans d'action consensuels basés sur les meilleures pratiques internationales. Le projet inclue des activités au niveau national ainsi que régional se déroulant sur une période de trois ans : de mi-2013 à mi-2016. Jusqu'à présent, le travail concerne sept pays méditerranéens, à savoir l'Albanie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie, dans une perspective d'intégrer d'autres pays au cours du développement du projet. Le partenariat stratégique avec l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), ainsi que l'appui continu depuis 2009 du MedPartnership du FEM et PNUE/PAM et de la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre du projet.

Le lancement officiel du projet *Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* s'est déroulé le 28 et 29 mai 2013 au Palais de Pedralbes, à Barcelone en Espagne, sous les auspices du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.

La conférence régionale marquant le lancement du projet a rassemblé plus de 100 participants originaires de 22 pays méditerranéens : fonctionnaires de haut niveau de pays membres de l'UpM, d'organisations intergouvernementales et non-gouvernementales ainsi que des représentants d'opérateurs d'eau, d'usagers, de la société civile, du secteur privé, de bailleurs de fonds et d'institutions universitaires et financières.

Suite à l'ouverture de la conférence par S.E. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'UpM, S.E. Hazim El-Naser, Ministre de l'eau et de l'irrigation jordanien et représentant de la coprésidence de l'UpM, a adressé un discours sur la question de la gouvernance de l'eau dans le contexte du printemps arabe.

La pertinence, la valeur ajoutée ainsi que l'opportunité du projet étaient au cœur de la session d'ouverture marquée par les allocutions du Ministre de l'eau en Egypte, S.E. Abdelkawi Khalifa, du Ministre et Chef de l'Autorité palestinienne de l'eau, S.E. Shaddad Attili, et de la Ministre adjointe du commerce extérieur et des relations économiques de Bosnie-Herzégovine, S.E. Ermina Salkicevic-Dizdarevic. Ces dernières étaient suivies par de brèves interventions prononcées par les principaux partenaires du projet ainsi que par les deux organisations

« Le projet labellisé par l'UpM que nous lançons aujourd'hui vise à répondre à une réelle demande pour des services d'approvisionnement en eau plus efficaces, une plus grande participation des parties prenantes, une plus grande décentralisation du processus de planification et de mise en œuvre et une prise de décision plus transparente et plus responsable, » a déclaré le Secrétaire général de l'UpM, M.Sijilmassi

chargées de la mise en œuvre du projet. La cérémonie d'ouverture de la conférence fut aussi marquée par la remise officielle d'une lettre de soutien de l'Egypte au projet par S.E. Abdelkawi Khalifa.

Au cours des discussions qui ont suivi, les difficultés de financement du secteur de l'eau ont été particulièrement mises en avant. En dépit de l'allocation de fonds publics, ainsi que du volume important des flux d'aide financière, les participants ont souligné les problèmes et les besoins financiers liés aux plans et aux stratégies du secteur auxquels font face les pays. Les déficits de gouvernance, la mauvaise gestion et le sous-financement sont à l'origine d'un cercle vicieux qui nuit à la qualité et à la durabilité du secteur de l'eau et de l'assainissement, ainsi qu'à la confiance du public envers le secteur. Les participants ont aussi mentionné que le changement de paradigme engendré suite aux récents événements socio-politiques dans la région, ainsi que la possibilité d'améliorer la transparence et d'entreprendre de nouvelles réformes structurelles font indubitablement appel à un approvisionnement en eau plus efficace, à une participation plus large des parties prenantes, à des efforts de monitoring des dépenses publiques, ainsi qu'à une politique et à des processus de prise de décisions plus ascendants, décentralisés et responsables.

Durant la première séance de travail, présidée par Dr. Rafiq Hussein, Secrétaire général adjoint de l'UpM, les deux organisations chargées de la mise en œuvre du projet ont exposé les objectifs et la portée du projet ainsi que les accomplissements et les résultats attendus. La session a permis également de présenter les composantes nationale et régionale du projet, le plan d'action prévu, la méthodologie et les outils qui seront employés. Il a aussi été précisé que les origines du projet sont fermement ancrées dans le travail déjà entrepris et mené avec succès conjointement par le GWP-Med et l'OCDE.

Compte tenu du contexte régional ainsi que de la richesse des processus, des projets, des programmes et des initiatives sur l'eau en Méditerranée, la deuxième session, présidée par S.E. Shaddad Attili, Ministre et Chef de l'Autorité Palestinienne de l'Eau, fut consacrée à l'exploration de synergies et de partenariats potentiels. La session a fait le bilan des activités existantes et futures, et des plans de travail y rattachés dans le cadre du travail de différentes organisations et institutions régionales ainsi qu'internationales lié au sujet de la gouvernance et du financement.

La nécessité d'éviter la duplication des efforts ainsi le gaspillage des ressources humaines ou financières ont été particulièrement soulignés au cours de la session. Par conséquent, lors de la mise en œuvre du projet, des synergies seront établis avec la composante méditerranéenne de l'initiative sur la gouvernance de l'eau de l'OCDE, initiative visant à établir un réseau multi-acteurs composé de partenaires publics, privés ainsi que d'organisations à but non lucratif se réunissant deux fois par an dans un Forum de Politiques pour soutenir une meilleure gouvernance dans le secteur de l'eau. En outre, de multiples synergies sont possibles avec les activités entreprises par le Conseil Arabe de l'Eau, l'Institut Méditerranéen de l'Eau ainsi que l'Association des services d'approvisionnement en eau des pays arabes (ACWUA). Le rôle de la société civile a été particulièrement souligné et plusieurs exemples d'implication effective des parties prenantes ont été partagés par l'Assemblée Régionale et Locale Euro-méditerranéenne (ARLEM), le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB), l'Office International de l'Eau (OIEau) et les Amis de la Terre Moyen-Orient.

Compte tenu des efforts complémentaires menés par l'Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI) et le Partenariat mondial pour l'eau (GWP) à travers des projets WACDEP¹ et SITWA², certains participants ont évoqué le fait que les questions transfrontalières méritent une attention particulière alors que la Croix verte internationale et Butterfly effect abordaient des questions telles que la parité et le rôle de groupes marginalisés. L'accent a également été mis sur le rôle et la valeur des instruments juridiques employés par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) qui a donné un aperçu sur le partage d'expériences pertinentes d'autres régions. La session s'est terminée sur les aspects environnementaux et sur la question des écosystèmes à travers des interventions de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et de l'Initiative pour les zones humides méditerranéennes (MedWet).

En résumé, la session a permis d'identifier des complémentarités et, dans certains cas, des synergies opérationnelles avec des acteurs des différents secteurs, ainsi que des activités sans lien direct avec le projet mais avec une potentielle valeur ajoutée. La session a permis d'enrichir la composante régionale du projet qui, entre autres, vise à identifier les acteurs travaillant sur les questions de gouvernance et de financement et de renforcer la sensibilisation au projet dans la région méditerranéenne et au-delà. La session a permis également de souligner la complémentarité avec le processus méditerranéen des Forum Mondiaux de l'Eau et le Groupe méditerranéen de l'Initiative de l'OCDE relative à la gouvernance de l'eau.

En s'appuyant sur la composante régionale du projet, la troisième session de la Conférence, présidée par S.E. Abdel Kawi Khalifa, le Ministre de l'eau de l'assainissement l'Egypte, était dédiée à l'exploration de la nécessité d'établir une table ronde pour animer la réflexion entre décideurs et acteurs du secteur privé sur les moyens de progresser vers des réformes de gouvernance ainsi que sur la viabilité financière du secteur de l'eau en Méditerranée. Un document de réflexion, préalablement distribué aux participants, avait préparé le terrain pour les discussions et a servi de base pour les débats. S.E. Abdelkawi Khalifa a insisté sur la nécessité de trouver un équilibre dans l'interaction triangulaire entre fournisseurs, régulateurs de service et usagers en soulignant que chacun devrait être bien conscient de ses droits, obligations et responsabilités.

Au cours de la session, l'expérience des partenariats public-privé en Mauritanie a été partagée par le représentant du gouvernement Mauritanien, tandis que le représentant du gouvernement libyen a souligné la plus-value de ces partenariats dans le nouveau contexte socio-politique en Libye et l'urgence de renforcer les capacités afin de mieux faire face aux défis associés. Le manque et par conséquent le besoin en investissement dans des ressources financières et humaines a été mise en avant par l'ACWUA ainsi que la nécessité de conduire des processus politiques sur la base des demandes des pays pour une meilleure appropriation et mise en œuvre des décisions. Alors que le Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement (RAED) a suggéré, entre autres, de tenter de renforcer la confiance grâce à une table ronde de dialogue régionale. Le Conseil Arabe de l'Eau a proposé comme *modus operandi* pour cette table ronde l'établissement de groupes de travail axés sur des thèmes particuliers.

¹ Water, Climate and Development Programme (WACDEP)

² Strengthening Institutions for Transboundary Waters in Africa (SITWA), dirigé conjointement par (le Réseau Africain d'Organismes de Bassin (RAOB) et le GWP

Représentant de la perspective du secteur privé, la Sociedad General de Aguas de Barcelona (AGBAR) a enrichi le débat avec des exemples réussis en Algérie et a partagé son expertise en matière de réglementation ainsi que de formation. Du point de vue d'une institution financière, la Banque Africaine de Développement a souligné la nécessité de se focaliser davantage sur les indicateurs de corruption et de transparence ainsi que sur les avantages de structures décentralisées. Au cours des interventions qui ont suivi, les participants ont partagé leurs expériences de la région et au-delà (par ex. Israël, mer Baltique), en soulignant la nécessité d'inclure les consommateurs dans une telle table ronde, ainsi que d'autres acteurs clés qui se situent en dehors de la sphère de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, tels que les représentants du secteur agricole.

La conférence s'est achevée par une synthèse effectuée par les deux organisations chargées de la mise en œuvre du projet durant laquelle ils ont souligné l'importance des partenariats (synergies, public-public, public-privé, etc.) comme solution viable aux défis de la gouvernance et du financement. En même temps, il a été perçu comme étant nécessaire de réaliser des ajustements afin d'accueillir le modèle de travail du secteur privé en mettant l'accent sur les avantages, les mesures incitatives ou dissuasives et l'aversion au risque. Alors que les accords contractuels avec le secteur privé constituent un élément clé dans la répartition des risques parmi les partenaires et doivent en conséquence être dûment abordés, ils ne remplacent nullement une gouvernance publique favorable aux partenariats publics privés. L'ensemble des participants a reconnu la nécessité d'établir un cadre réglementaire, des institutions et des processus solides afin d'assurer des contrats juridiquement valables et socialement acceptables ; et ne pouvant être compromis par des intérêts particuliers. La question d'une réforme des opérateurs d'eau a été soulevée plusieurs fois comme étant absolument indispensable, tout en restant prudent quant au recouvrement des coûts, à la viabilité financière et aux impacts sur les segments les plus défavorisés de la société. Par ailleurs, les participants ont évoqué l'importance de rester réaliste quant aux résultats escomptés, compte tenu d'une évolution souvent rapide des conditions d'encadrement nécessitant une certaine marge de manœuvre en matière de disponibilité d'information précise et des mesures d'adaptation. A cet égard, il a été souligné que l'environnement propice aux partenariats public-privé va au-delà des gouvernements, du secteur privé et des opérateurs d'eau, et s'étend à toute la société. Un changement de culture vis-à-vis des services d'eau et particulièrement une restauration de la confiance entre les différents parties prenantes et institutions publiques sont alors jugés nécessaires.

Des allocutions de clôture ont été prononcées par les partenaires du projet et les ministres. Ces derniers ont réaffirmé la valeur ajoutée que peut apporter ce projet ainsi que son opportunité pour la région compte tenu des développements en cours dans les pays et ont réitéré leur engagement et leur soutien solide en vue d'une mise en œuvre réussie de ce projet labellisé comme projet de l'UpM.

Coordonnés: Secretariat@gwpmed.org , Water.Governance@oecd.org, water@ufmsecretariat.org

Voici quelques extraits des allocutions d'ouverture

«Les nations et la société civile doivent travailler sur l'amélioration de la gouvernance de l'eau en vigueur dans toutes ses composantes: la transparence avant tout, la responsabilité, la cohérence et la participation. Ce projet labellisé par l'UpM vise à répondre de manière efficace à ces questions ainsi qu'à identifier et à promouvoir des solutions réalistes et réalisables. À cet égard, permettez-moi de réaffirmer l'appui de la Jordanie à ce projet de l'UpM ainsi que notre engagement à travailler ensemble avec le GWP-Med et l'OCDE pour son succès»

S.E. Hazim El-Naser, Ministre de l'Eau et de l'Irrigation de la Jordanie

«Les principaux facteurs qui expliquent la décision de l'Egypte de participer au projet sont la promotion et l'attraction du secteur privé, à la fois local et international, à investir dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, les discussions de plans et de programmes visant à améliorer l'environnement d'investissement dans la région; ainsi que l'échange d'expertise, la résolution de problèmes et les meilleures pratiques dans le secteur»

S.E. Abdelkawi Khalifa, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement de l'Égypte

«Nous avons engagé nos efforts dans la réforme du secteur de l'eau et nous sommes conscients que nous devons poursuivre ces efforts pour améliorer le cadre de gouvernance et encourager le secteur privé à investir dans le secteur de l'eau en Palestine en dépit de la situation politique. C'est la raison pour laquelle nous soutenons fermement ce projet et nous faisons l'éloge de l'UpM et de nos partenaires, le GWP-Med et l'OCDE, qui apportent leur expertise et assistance en pour le développement de la Palestine et favorisent le dialogue et l'échange avec les pays voisins.»

S.E. Shaddad Attili, Ministre et Chef de l'Autorité Palestinienne de l'eau

«Concernant la gouvernance du secteur de l'eau en Méditerranée, les développements récents au niveau mondial et régional ont marqué le début d'une phase dans laquelle le droit international peut commencer à jouer un rôle plus important dans la gouvernance de cette ressource. Ces développements semblent annoncer l'acceptation de la nature commune des problèmes... Les pays sont préparés pour faire face aux problèmes pertinents de manière coopérative ou de coordination et ce selon plusieurs façons, en passant des accords informels à des traités bilatéraux et multilatéraux pour faire face à des problèmes spécifiques» . **S.E. Ermina Salkicevic-Dizdarevic, Vice-Ministre du Commerce Extérieur et des Relations Economiques de la Bosnie-Herzégovine**